

table. Ils admettent, ils tolèrent sa prolongation comme moyen transitoire, mais en principe, ils la condamnent comme une iniquité. D'un autre côté, les protectionnistes qui ont la prétention peu modeste de défendre seuls le bien-être des travailleurs, la fortune de la France, son honneur même — car vous parlez du joug humiliant des richesses britanniques — pourront-ils et devront-ils jamais juger que la protection soit suffisante, lorsqu'il s'agit d'intérêts aussi sacrés ?

Qu'avez-vous voulu dire en parlant de « nos sources les plus naturelles de production » et de celles « qui sont réellement nationalisées ? Y en a-t-il de réellement nationalisées, qui ne soient pas naturelles ? Et parmi celles qui ne sont pas naturelles, y en a-t-il qui ne se croient pas réellement nationalisées, ou en droit de le devenir ?

Ah ! Monsieur, que vous auriez épargné de peine, à vous d'abord, et à votre lecteur ensuite, si au lieu de marier la liberté au monopole, et de les mêler l'un à l'autre pour en faire naître un je ne sais quoi, sans nom et sans existence réelle, vous aviez franchement adopté un des deux systèmes qui sont en présence. Mais vous avez essayé d'atténuer et d'affadir ces deux choses incompatibles par des adjectifs émollients et doucereux, et, conséquence inévitable, votre langage manque de franchise et votre pensée de clarté.

Vous étayez votre opinion de nombreuses raisons, et nous allons essayer d'en examiner quelques-unes. Commençons par la première. « La protection industrielle, » dites-vous, « est un principe équitable, conservateur et progressif, maintenant à chacun le résultat de ses œuvres contre les tentatives de la cupidité, de la force, et, enfin, de l'autorité de Caïn ».

Ah ! qu'en termes galants ces choses-là sont mises !

Certes, le portrait est aimable, mais il lui manque la ressemblance. Pour nous la protection n'a d'autre but que de faire payer plus cher les produits protégés ; elle n'a par conséquent d'autre résultat que de constituer un monopole plus ou moins lourd, au profit d'un producteur spécial et aux dépens de tous les consommateurs.